

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France

Accord cadre de prestations intellectuelles

Accord cadre à bons de commande passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT- IF)
Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France (n° IDF-2023-04-04-00003 du 19 avril 2023)

Objet de la consultation

Accord cadre à bons de commande multi-attributaire

*Mission de coordination de **catégorie 2 et 3** en matière de sécurité et de protection de la santé relative aux opérations d'investissement, d'entretien et de maintenance du Réseau Routier National de la DiRIF*

Remise des offres

Date et heure limites de **réception** : **le 08 / 08 / 2025 à 12 h00**

Le présent RC comporte 17 pages__ annexe(s).

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC	4
1-1. Objet du marché public.....	4
1-2. Lieu(x) d'exécution	4
1-3. Durée du marché public.....	4
1-4. Forme du marché public	4
1-5. Clause sociale	4
1-6. Clause environnementale.....	5
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2-1. Procédure de passation	5
2-2. Allotissement.....	5
2-3. Décomposition en tranches.....	5
Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.....	5
2-4. Visite de site	5
2-5. Forme juridique de l'attributaire	5
2-6. Variantes	6
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation	6
2-9. Délai de validité des offres	6
ARTICLE 3. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises.....	7
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	7
3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public	10
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	11
4-1. Sélection des candidatures	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	13
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	15
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE
CONTENTIEUX17

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

1-1. Objet du marché public

Le présent marché porte sur la réalisation de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) de 2^{ème} et de 3^{ème} catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, en phase conception et/ou en phase réalisation pour des opérations d'investissement, d'entretien et de maintenance sur le réseau routier national de la Direction des routes d'Ile-de-France (DiRIF). Ces missions s'exécuteront conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

1-2. Lieu(x) d'exécution

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : sur l'ensemble du réseau routier national non concédé en Île-de-France et dans les locaux des maîtres d'ouvrage concernés (voir liste des implantations des sites de la DiRIF en annexe du cahier des clauses particulières - CCP).

1-3. Durée de l'accord cadre

Le marché sera notifié le **23/02/2026**.

La durée de l'accord-cadre est de 1 an reconductible 3 fois.

La durée d'exécution de chaque commande sera fixée dans le bon de commande.

La prestation de coordination de la sécurité et de protection de la santé étant liée à la durée de l'opération, la durée d'exécution d'un bon de commande pourra excéder la durée de validité du marché dans des conditions définies dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

1-4. Forme de l'accord cadre

Le présent marché public est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les modalités de répartition des bons de commande entre les titulaires sont définies à l'article 2-5 du présent RC.

Cet accord-cadre sera sur une durée d'un an renouvelable 3 fois sans dépasser les 4 ans avec un montant maximum de 225 000 euros HT par an.

1-5. Clause sociale

Conformément aux recommandations de l'EPEC (facilitateur social), le marché ne fait pas l'objet de clauses sociales.

1-6. Clause environnementale

Concernant les clauses environnementales, le RPA s'assurera que les offres sont conformes aux normes décrites à l'article 3-3.4 du CCP.

Un critère de pondération sur la méthodologie environnementale des soumissionnaires est également indiqué à l'article 3-2.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2-2. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2-3. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2-4. Visite de site

Sans objet.

2-5. Forme juridique de l'attributaire

Le marché à bons de commande sera multi-attributaire. A l'issue de l'analyse, les quatre meilleures offres seront retenues sous réserve d'un nombre d'offres recevables suffisant. Toutefois, si une seule offre est recevable au terme de l'analyse, alors l'appel d'offres sera déclaré infructueux.

Pour chaque attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter, pour ce marché public, plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupement(s) ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les représentants des entreprises et le mandataire du groupement, doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.

Modalités d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront attribués entre les titulaires de façon « cyclique ».

A l'issue de l'analyse des offres initiales, le RPA classera les offres retenues, sur la base des critères définis dans le présent règlement de la consultation (RC), du numéro 1 pour la mieux disante au numéro 4. Ce classement définit le cycle des attributions des bons de commande. L'offre classée « n°1 » se verra attribuer le premier bon de commande, l'offre classée en 2nde position se verra attribuer

le 2nd bon de commande, etc....jusqu'à revenir à la 1^{ère} offre.

Sur une opération routière donnée, si un bon de commande a été délivré à un titulaire uniquement pour une phase « conception », le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à ce même titulaire un autre bon de commande relatif à la phase « réalisation ». Dans ce cas, l'attribution se fait indépendamment du cycle normal d'attribution des bons de commandes. L'ordre de passation décrit ci-dessus est alors préservé pour les bons de commande suivants.

Avant chaque commande, il sera demandé au titulaire pressenti de confirmer que son plan de charge lui permet de répondre aux besoins du bon de commande. En cas de refus formalisé, le RPA proposera la commande au titulaire suivant prévu par le cycle d'attribution.

A titre indicatif et sans engagement de la part du RPA, les quantités commandées par attributaire, selon la méthode « cyclique » définie ci-dessus, sont indiquées dans le détail estimatif joint.

2-6. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **10 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 12 mois, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

Et conformément à l'article 1-3 du présent RC, le marché sera notifié le **23/02/2026**.

ARTICLE 3. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État « PLACE à l'adresse suivante » (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) - sous la référence **DMRNE-AOO-25-017**.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ces documents est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document pour les offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes (CCP) ;
- Le cadre du bordereau des prix forfaitaires et unitaires (BPFU) ;
- Le cadre du détail estimatif (DE) ;
- La notice de décompte GEMME

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un premier sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

→ Les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :

- Le formulaire DC1 dûment complété et signé. En cas de groupement le DC1 est signé par tous les cotraitants ;
- Le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

→ Les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :

- le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;

Dans un deuxième sous-dossier, les pièces relatives à l'offre :

NB : l'absence dans l'offre de l'un ou de plusieurs des documents suivants entraînera le rejet de l'offre au motif qu'elle est irrégulière.

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s), le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. Il est rappelé

que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution ;

Le candidat devra y désigner la/les personne(s) physique(s) affectée(s) à la mission de coordination.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 7-2 du CCP (Cahier des Clauses Particulières), ils doivent le préciser à l'article 5 de l'acte d'engagement.

- Le cahier des clauses particulières et ses annexes (CCP) ;
- Le **bordereau des prix** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Le **détail estimatif des prix** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Une **notice technique** relative à la compétence des intervenants ;

Le candidat indiquera dans cette notice :

- La composition nominative de l'équipe dédiée aux prestations du marché à bons de commande ;
- Le CV de chaque membre de l'équipe mentionnant, notamment, la formation initiale, les titres d'études et les expériences professionnelles avant l'activité de CSPA ;
- La présentation, pour chacun des membres de l'équipe, des principales missions de CSPA réalisées **dans le domaine des infrastructures routières** au cours des 3 dernières années. L'intitulé de l'opération, ses caractéristiques techniques et son montant, le contenu de la mission exercée et la nature du maître d'ouvrage seront notamment précisés.

La composition nominative de l'équipe fournie dans le mémoire justificatif sera rendue contractuelle par le maître d'ouvrage pour l'ensemble des offres retenues.

- Une notice technique relative à l'**organisation proposée pour réaliser la mission de coordination SPS** (mission « conception » et « réalisation ») ;

Le candidat indiquera dans cette notice :

- L'organisation de l'équipe, les rôles et responsabilités de chacun de ses membres ;
- Les méthodologies proposées pour réaliser les missions de coordination SPS en phases « conception » et « réalisation » ;
- Le cadre et les modalités de gestion du Registre Journal ;
- Une notice environnementale maximum recto verso qui définit comment le prestataire prend en compte les sujets environnementaux notamment en réduisant son empreinte carbone.
- Une notice technique relative aux **enjeux**.

Le candidat présentera dans cette note synthétique de 4 pages (format A4) maximum, son analyse des principaux enjeux en matière de CSPA pour les opérations routières d'investissement et d'entretien sur le réseau DiRIF. Il listera en particulier les risques qui lui semblent prépondérant dans ce type d'opération et les pistes d'amélioration qu'il envisage d'apporter dans l'exercice de sa mission. Au vu des risques identifiés, le candidat précisera également dans cette note les différents niveaux de prestations (temps passé, moyens humains, compétences techniques...) qu'il lui semble nécessaire de mettre en œuvre en fonction des types d'opération.

Il pourra pour cela s'appuyer sur la liste indicative des opérations DiRIF à venir jointe au dossier de consultation des entreprises.

Dans un troisième sous-dossier, les pièces relatives au prix :

- La décomposition des prix forfaitaires suivants :

Prix n°	6, 7, 9, 13, 16, 20
---------	---------------------

N.B. : pour chaque prix forfaitaire listé ci-dessus, la décomposition fera apparaître les décompositions des prix pour chacune des catégories d'opérations indiquées dans le bordereau des prix (catégorie 2, catégorie 3)

- Le sous-détail des prix unitaires suivants :

Prix n°	10, 14, 15, 21, 22, 23
---------	------------------------

N.B. : pour chaque prix unitaire listé ci-dessus, la décomposition fera apparaître les décompositions des prix pour chacune des catégories d'opérations indiquées dans le bordereau des prix (catégorie 2, catégorie 3)

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOTI1 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI1.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par le RPA.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés à l'article 3-2 (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Si le candidat demande de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs futurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir un engagement écrit original de ceux-ci de mettre leurs moyens à disposition du candidat pour l'exécution des prestations du marché. L'absence de ces documents empêchera la prise en compte des capacités techniques, professionnelles ou financières des futurs sous-traitants.

4-1.1 Capacité économique et financière

Le chiffre d'affaires annuel global de l'entreprise générale ou la somme des chiffres d'affaires annuels globaux des entreprises du groupement devront être au moins égal à 200 000 euros TTC en moyenne pour les 3 dernières années.

4-2. Jugement et classement des offres

Le RPA examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Les offres inappropriées ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables, au sens des articles R.2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique sont éliminées par le RPA.

Les offres sont classées par ordre décroissant, conformément aux critères pondérés définis ci-après :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations évalué au regard du détail estimatif	60 %
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des notices techniques décrites à l'article 3.2 du présent RC et des sous-critères détaillés à l'article 4-2.1 ci-dessous.	30 %
Prise en compte de l'environnement au vu de la notice environnementale décrite à l'article 3.2 du présent RC	10 %

A l'issue de ce classement, les quatre meilleures offres sont retenues sous réserve d'un nombre d'offres recevables suffisant. Toutefois, si une seule offre est recevable au terme de l'analyse, alors l'appel d'offres sera déclaré infructueux.

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le

montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant, en cas de refus le candidat sera réputé avoir retiré son offre.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article R.2143-6 à -14 du Code de la Commande Publique, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plate-forme) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement, ou par voie postale. Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

4-2.1 Appréciation du critère prix

Le critère prix sera apprécié au vu du détail estimatif, non contractuel, dont les quantités sont fournies à titre indicatif par la personne publique et valorisé par le candidat. Le prix qui est utilisé pour juger les offres est constitué du prix total du détail estimatif.

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

$$\text{Note de l'offre (entre 0 et 20)} = 20 \times (1 - (\text{offre} - \text{offre mini}) / \text{offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.

4-2.2 Appréciation du critère valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu des documents explicatifs demandés à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après.

Les compétences jugées sont celles attribuées spécifiquement à cet accord cadre.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

Sous-critère technique	Pondération
Compétence des intervenants attribuées spécifiquement à cet accord-cadre, certification, nombres de coordonnateurs dans la structure, expérience des coordonnateurs et expérience sur voiries nationales et autoroutières ou pour des projets d'infrastructure d'ampleur et de problématiques similaires	10 points
Organisation proposée	4 points
Notes d'enjeux	6 points

NB : si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière (cf article 3-2 ci-dessus).

4-2.3 Appréciation du critère valeur environnementale

La valeur environnementale de l'offre sera appréciée au vu de la notice environnementale demandée à l'article 3-2 ci-avant et notée sur 20 points.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "*papier*" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "*copie de sauvegarde*". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF / SG / DCPA / UPIMPPAM

Pour UPIMPPAM :
21-23 rue de Miollis
75015 PARIS

Offre pour : « Accord cadre à bons de commande multi attributaire
DE COORDINATION SPS catégorie 2 et 3 relatives aux opérations
routières de la DiRIF »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :

Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-](#)

[produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#) ;

Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#) ;

- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation. Il est conseillé au candidat de s'identifier (nom – téléphone – courriel) lors du retrait des pièces de la consultation afin d'être efficacement informé des modifications du dossier de consultation qui pourraient intervenir avant la date limite de remise des offres.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique **DRIEAT-DMRNE-AOO-25-017**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, xsi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

➤ 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- 2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement DAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'autorité de certification, la politique de certification ;
 - Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
 - L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.
- **Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :**
- Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :
 - Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
 - Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence : **DRIEAT-DMRNE-AOO-25-017** ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre **administratif** et/ou **technique** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00

Télécopieur : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (URL) : [http:// paris.tribunal-administratif.fr](http://paris.tribunal-administratif.fr)